



CONVENTION DE PARTENARIAT

VILLE DE MONTIVILLIERS - AFGA

ENTRE

La commune de Montivilliers, représentée par son Maire **Daniel FIDELIN**, dûment habilité par la délibération du Conseil municipal en date du 29 avril 2019 et désignée ci-après sous l'appellation « la Ville », d'une part,

ET

L'Association Familiale du Grand Air, dont le siège social est 3 rue des Grainetiers 76290 Montivilliers, représentée par ses co-présidentes **Madame Marie-Elisabeth CRESSEN** et **Madame Chantal MARICAL**, ci-après désignée sous l'appellation « AFGA », d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

PRÉAMBULE

Créée le 5 juillet 1949, **l'Association Familiale du Grand Air**, Association laïque d'Education Populaire, est juridiquement une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

Conformément à ses statuts, l'association a pour but de promouvoir, de soutenir et de favoriser les œuvres d'éducation populaire, notamment :

- Les groupes d'études, les conférences, les institutions ayant pour but le développement de l'éducation et l'accès de tous à l'instruction, telles que classes de découverte, sorties scolaires, stages ;
- Toutes institutions ayant pour but un emploi enrichissant du temps des loisirs, de l'hygiène et de la santé physique et morale des membres de ces œuvres, telles que les accueils de vacances, accueils de loisirs, activités d'éducation physique et sportive, ... ;
- Les séances ou activités récréatives, artistiques, cinématographiques, musicales, culturelles et toutes animations dites d'éducation populaire ;
- Toutes les initiatives de nature à mieux vivre ensemble ;
- Toutes les actions de formation des cadres nécessaire au bon déroulement de ces activités.

La ville de Montivilliers souhaite favoriser et encourager le projet de l'AFGA qui présente un caractère d'intérêt général et justifie sa participation aux actions ci-dessous:

- Un accueil collectif à caractère éducatif de mineurs (ACCEM) ;
- Un accueil périscolaire à l'école élémentaire Victor Hugo ;
- Un accueil périscolaire à l'école maternelle Pont Callouard.

Les actions sont menées selon le projet éducatif de l'AFGA, tel que défini par l'association.

Au regard de ces orientations et des actions, il convient de formaliser les relations entre la Ville de Montivilliers et l'AFGA par une convention qui s'inscrit dans une démarche partenariale.

Article 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la ville de Montivilliers contribue financièrement à la mise en œuvre de l'ensemble des activités d'intérêt général de l'AFGA. La commune n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Dans le cadre de ces activités, la ville de Montivilliers attribue des moyens financiers afin que cette association mette en place des projets avec les habitants du territoire, animent les activités et services.

Article 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est valable du 1er janvier au 31 décembre 2019.

Article 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

La ville de Montivilliers contribue financièrement au titre de l'année 2019 aux activités de l'AFGA pour un montant de 59 500 euros conformément à l'annexe 1 à la présente convention.

Cette subvention n'est acquise que sous réserve du respect par l'AFGA de ses obligations mentionnées aux articles 5 et 6 de la présente convention.

Article 4 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La ville de Montivilliers verse :

- 50% du montant annuel de la contribution mentionnée à l'article 3 de la présente convention au cours du premier 1er semestre 2019,
- Le solde de cette subvention au cours du 2^{ème} semestre 2019.

La contribution financière est créditée au compte de l'AFGA selon les procédures comptables en vigueur.

Article 5 – JUSTIFICATIFS

L'AFGA s'engage à fournir, avant le 2 mai 2019, à la municipalité :

- le rapport d'activités de l'année écoulée ;

- un bilan annuel quantitatif et qualitatif de l'ensemble des activités décrites dans le cadre de la convention ;
- le rapport financier comportant les éléments ci-après ;
- Le compte de résultat ;
- Le bilan comptable ;
- Les éléments communiqués par l'expert-comptable mandaté par l'association.

L'AFGA s'engage à communiquer le budget prévisionnel de l'année suivante pour le 30 octobre de l'année précédente.

Article 6 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'AFGA s'engage à faire état du soutien de la commune dans tous les supports et documents à destination du public et des différents partenaires.

Afin de favoriser le travail partenarial entre l'AFGA et la commune, des réunions régulières seront mises en place avec le service Education Jeunesse de la ville de Montivilliers tout le long de la durée de la présente convention.

Une réunion de concertation entre l'AFGA et les services municipaux concernés permettra d'évaluer, avant la fin de la présente convention, ses conditions de fonctionnement et de préparer la convention de l'année suivante.

Article 7 – SANCTIONS

En cas d'inexécution des engagements de la convention par l'AFGA sans accord écrit de la Ville, celle-ci peut ordonner la résiliation de la présente convention après mise en restée sans effet en respectant un préavis de 15 jours donné par lettre recommandée avec accusé de réception.

Tout refus de communication ou toute communication tardive des justificatifs mentionnés à l'article 5 de la présente convention entraîne la suppression de la subvention.

La commune informe l'AFGA de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modifications qui pourraient être apportées aux statuts de l'AFGA ne devront pas être en contradiction avec les dispositions de la présente convention. Dans le cas contraire, la convention deviendrait immédiatement caduque.

Enfin, en cas de dissolution de l'AFGA ou de rupture de la présente convention du fait de l'association, la commune serait fondée à demander que soit établi un arrêté des comptes et à exiger la restitution de la part de la subvention de l'année en cours et des années antérieures non encore utilisées aux fins pour lesquelles elles étaient prévues.

Article 8 – RENOUELEMENT

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 5.

En cas de renouvellement de la convention, l'octroi d'une éventuelle nouvelle subvention sera soumise à une délibération du conseil municipal.

Article 9 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant.

Article 10 – LITIGE

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, et seulement après épuisement des voies amiables, sera porté devant le tribunal administratif de Rouen.

Fait en deux exemplaires à Montivilliers, le

Pour l'AFGA

Les co-présidentes

Marie-Elisabeth CRESSEN

Chantal MARICAL

Pour la Ville de Montivilliers

Le Maire

Daniel FIDELIN